

Mon mandant prend acte de la décision de la Ministre de la Santé du 22 janvier, quant à la suspension partielle de son droit d'exercice.

Cet arrêté ministériel constitue une nouvelle atteinte grave aux principes fondamentaux de l'État de droit, venant s'ajouter à une succession d'irrégularités procédurales d'une particulière gravité, imputables tant au Collège médical qu'à l'autorité ministérielle, pourtant investie du rôle de dernier garant constitutionnel.

Mon mandant conteste avec la plus grande fermeté l'ensemble des griefs infondés portés à son encontre sur la base de dénonciations anonymes, dénuées de toute précision factuelle et ne permettant ni l'exercice effectif des droits de la défense, ni un examen contradictoire digne de ce nom.

Il est juridiquement inacceptable que des mesures d'une telle portée aient été adoptées au mépris des garanties procédurales les plus élémentaires, en violation manifeste des droits de la défense et du principe du contradictoire.

Cette décision arbitraire et disproportionnée, dont l'effet est de porter une atteinte durable et injustifiée à la réputation et à l'honneur professionnel d'un médecin reconnu pour sa compétence et son sens des responsabilités, fera l'objet d'un recours devant le tribunal administratif, assorti de toutes demandes utiles.

Luxembourg, le 23 janvier 2026

Me François PRUM